



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML TaM au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY.

Le capital social à hauteur de 4 286 K€, est inchangé en 2021. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 46,02% du capital de TaM et est représentée par 6 élus au sein du Conseil d'Administration aux côtés de la Ville de Montpellier (9,11% et un représentant) et de huit actionnaires privés (44,88%).

TaM détient 5 % du capital de la SAS T3M (société filiale du groupe Transdev SA), subdélégataire de la délégation de service public relative aux Transports publics de la Métropole, et dédiée à l'exploitation de la part suburbaine du réseau.

La société TaM détenait deux filiales à 100% qui ont fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) dans la société mère TaM avec transfert du contrat de délégation de service public :

- Au 31 décembre 2020 pour la SAS Saint Roch Stationnement, société dédiée à la Délégation de service public du parking St Roch avec la Métropole ;
- Au 31 décembre 2021 pour la SAS TaM Voirie, société dédiée à la Délégation de service public relative au stationnement sur voirie avec la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à cinq reprises les 3 février, 30 avril, 23 juin, 24 septembre et 27 octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 23 juin pour modifier les statuts et ajouter un administrateur salarié (loi PACTE).

Début 2021, la société est dirigée par son Président, Laurent NISON et son Directeur Général, Luc EGOUMENIDES. Le Conseil d'Administration du 24 septembre 2021 a mis fin avec date d'effet au 15 octobre 2021 au mandat du Directeur Général et opté à titre transitoire pour un mode de direction confié à un Président Directeur Général, Laurent NISON, avec délégation des pleins pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN. A compter d'avril 2022, la société est de nouveau dirigée par son Président, Laurent NISON et son nouveau Directeur Général, Laurent SENIGOUT.

En 2021, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway), tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire qui s'est poursuivie.

L'effectif moyen de la société s'établit à 1 142 au 31 décembre 2021 (1 135 en 2020).

En 2021, plusieurs événements ont marqué la société :

- La société a encore été fortement impactée par la crise sanitaire liée à la Covid-19. La poursuite de cette crise s'est traduite par une réduction générale de la mobilité du public comme de la mobilité professionnelle, impactant toutes les activités de TaM. La société présente un résultat déficitaire pour la 2^e année consécutive ;
- Déploiement de la gratuité phase 2 (-18 ans et + 65 ans) en septembre 2021, la phase 1 (week-end) lancée en septembre 2020 a désormais atteint son allure de croisière ;
- Le transfert de 30% du trafic TGV vers la gare Sud de France depuis décembre 2019 a impacté l'équilibre du contrat du parking Saint Roch.

La société TaM Voirie ayant fait l'objet d'une opération de Transmission Universel de Patrimoine (TUP) au 31 décembre 2021 au sein de sa société mère TaM, avec effet rétroactif fiscal au 1^{er} janvier 2021, il n'y a plus de comptes consolidés.

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 111 M€ (+12M€ par rapport à 2020 soit +12%). Le montant des charges se porte à hauteur de 113 M€ (en évolution de +6.8M€ soit +6%)

Le résultat net de l'exercice 2021 s'établit en déficit à hauteur de -1.5 M€ (+5.2M€ par rapport à 2020) grâce notamment à une reprise de provisions à hauteur de 7.3 M€.

Il n'a pas été versé d'intéressement en 2021 compte tenu de l'absence de bénéfice.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 19.3 M€ (dont un capital de 4M€ et un report à nouveau de 302K€ impacté par une provision sur engagements de retraite à hauteur de 3.5M€) et représentent 16% du total du bilan.

La société a par ailleurs continué à bénéficier de mesures d'aménagement de sa trésorerie afin de faire face aux difficultés de gestion corrélées à la crise sanitaire et à la baisse des recettes d'activité. Dans ce cadre, la société a souscrit à un PGE de 8 M€ par l'intermédiaire de 3 emprunts (la moitié a été remboursée en 2022, 4 M€ reste à rembourser en 2023). La Métropole a validé, selon les termes de l'avenant 5, la modification des modalités de versements des acomptes (SFE, GER, compensations) en trimestre à échoir.

Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Une subdélégation pour les services suburbains, le TAD et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 95% par Transdev et 5% par TaM (avenant n°1).

Un avenant n°2 a acté la mise en œuvre d'une restructuration du réseau de bus urbain et suburbain en septembre 2019 suivie de quelques ajustements en janvier et février 2020. Un avenant n°3 délibéré en décembre 2020, a précisé les modalités de compensations pour la phase 1 de la gratuité (550 K€) ainsi que le montant de l'indemnisation forfaitaire partielle de la perte d'exploitation Covid de l'exercice 2020 (6.8M€ pour TaM et 680 K€ pour T3M).

En 2021, un avenant n°4 a formalisé les modalités de compensations pour la phase 2 de la gratuité (-18 et +65 ans), un avenant n°5 a permis la mise à jour du programme d'investissements subventionnés concernant les exercices 2021 à 2023 et la prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de l'activité Velomag.

Les déplacements validés sont en hausse de 19% par rapport à 2020 mais encore en baisse de 35% par rapport à 2019, avec un impact de -36% sur les recettes de trafic.

Le nombre de voyages sur le réseau suburbain a subi une chute légèrement moindre par rapport à 2019, mais les services éducatifs ont en grande partie été supprimés, ainsi que les services spéciaux de type Amigo.

Comparé à 2019, l'impact de la crise sanitaire, fait baisser les produits transport (95.8 M€) de -6 M€ (dont SFE), mais ces derniers augmentent de 7 M€ par rapport à 2020.

Le montant de SFE 2021 versé par Montpellier Méditerranée Métropole à TaM s'élève à 35.8 M€ et demeure légèrement supérieur à 2020 (34.8 M€). Une SFE de 12.6 M€ est également versée à T3M dans le cadre du contrat de DSP Transports.

A cela s'ajoute les compensations sociales et scolaires versées par la Métropole à hauteur de 8 343 K€, soit -18% par rapport à 2020.

Dans le cadre du nouveau contrat de DSP avec la Métropole, une subvention de Gros Entretien Renouvellement est désormais versée par le délégant pour 80% du programme prévisionnel, soit 2 013 K€.

La contribution totale (TaM/T3M) versée par Montpellier Méditerranée Métropole (hors subvention d'investissements) s'élève ainsi à 67 M€ TTC (69 M€ TTC en 2020).

Il n'a pas été versé d'indemnité préjudicielle Covid-19 en 2021 pour TaM dont le niveau des capitaux propres et la structure financière, toutefois fortement fragilisée par les deux derniers exercices, reste acceptable. Une indemnité de 450 K€ pour le subdélégataire T3M, qui ne dispose pas de la même structure financière, a été approuvée au Conseil de Métropole du 31 mai 2022.

L'activité Transport dégage un résultat déficitaire de -2.4 M€ (-6M€ en 2020) grâce notamment à une reprise de provisions pour risques et charges à hauteur de 7.3 M€ (concernant le Gros entretien renouvellement, les chariots de portes rames Citadis 401, les corps de roues des rames Citadis, le remplacement des injecteurs multitubulaires Ligne 2).

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2021 s'établit à 1 916 K€ (1 540 K€ en 2020) et présente un résultat équilibré.

Les mandats en cours en 2021 ont permis à TaM de travailler sur les dernières opérations d'achèvement de la L3, sur les études de l'extension L1 vers la gare TGV Sud de France et la reprise des études de la L5 dont l'attribution de réalisation a été notifiée à TaM le 31 décembre 2020.

Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029) et Europa (1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec Montpellier Méditerranée Métropole en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

La fréquentation « horaire » augmente de 13.9% par rapport à 2020, mais reste inférieure de 25.2% à celle de 2019.

Plus spécifiquement, sur Gambetta, la modification du plan de circulation du quartier et les travaux de la ville entamés fin 2021, ont accentué la baisse de fréquentation (-6.6% par rapport à 2020 et -30.4% par rapport à 2019). Seul le parking Saint Roch connaît une hausse importante de sa fréquentation en volume (+67 milles sorties soit +33%), sans toutefois rattraper sa fréquentation de 2019 (-24%), suivent Comédie (+9.7%) et Corum (+28.5%).

Le chiffres d'affaires « horaire » augmente de 1.3 M€ soit 29.6% par rapport à 2020, sans retrouver le niveau de 2019 (-1.9 M€ -25.8%).

La fréquentation « abonnés » est moins impactée par la crise (+3.4%/2020) et voit ses recettes en hausse de 6.4%.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à -262 K€ en baisse par rapport à 2019 (-28 K€ en 2020, 822 K€ pour 2019) principalement généré par le déficit du parking Saint Roch (-322 K€), lié aux conséquences de la décision de la SNCF de transférer 30% du trafic TGV de la gare Saint Roch à la Sud de France.

La gestion du stationnement sur voirie a débuté en 2018 sous délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024), par une filiale dédiée de TaM, et détenue à 100%, la SAS TaM Voirie. Au 31 décembre 2021 la substitution du délégataire en faveur de TaM a été réalisée. L'activité continue à se développer avec l'acquisition du 1^{er} véhicule LAPI (Lecture Automatiques de Plaques d'Immatriculation), le stationnement PMR gratuit avec guidage à la place et l'intégration sur M'Ticket. Dans les comptes de la société TaM ne figure que le boni de fusion de 1.4 M€.

Les redevances versées aux délégants liées aux contrats de délégation de service public de TaM sont en hausse de près de 4.7% ; elles s'élèvent à 1 487 K€ pour la Métropole (DSP parkings en ouvrages) à 223 K€ pour Montpellier Events (DSP parking Corum) et 3 M€ pour la Ville de Montpellier (DSP stationnement sur voirie).

CFA

Le CFA a ouvert une section à la rentrée 2018 avec 12 apprentis. En décembre 2019, une 2^{ème} session du CFA avec 7 nouveaux apprentis a démarré. Malgré la crise sanitaire les 7 apprentis ont réussi leur diplôme et ont pu être titularisés à des postes de conducteurs.

En 2021, 2 promotions ont suivi une formation : 7 apprentis de décembre 2019 à novembre 2021 et 8 apprentis depuis juillet 2021.

La loi « Avenir professionnel » de septembre 2018 et la réforme de taxe d'apprentissage ont réduit de 2/3 le financement du CFA, d'où un déficit en 2021 de -11K€ (-152 K€ en 2020).

Autres activités des contrats privés

Les contrats privés contribuent au financement des charges de structure de la direction stationnement (280 K€). Cette activité subit pour la 2^{ème} fois en 2021, un résultat négatif à hauteur de -111 K€.

La loi 3DS n'a pas retenu la possibilité pour les SPL d'exploiter des contrats privés. L'impact futur sera la répartition des charges de structure stationnement sur un périmètre plus réduit.

L'année 2022 sera marquée par l'évolution de la nature juridique de la Société d'Economie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale. Cette évolution va impacter l'actionnariat de la société qui restera entièrement public ; par ailleurs cette évolution va permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de développer les grands projets stratégiques en terme de mobilité du territoire.

A la sortie progressive de la crise sanitaire, est venue s'ajouter la guerre en Ukraine dont les impacts sur l'inflation et le coût des matières premières ne sont pas encore totalement définis.

De plus, des modifications d'offre du réseau impulsés par Montpellier Méditerranée Métropole restent à déployer, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les métropolitains sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197004-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de Gestion TaM 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.